

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE FCSF

Le Vendredi 23 et le Samedi 24 mai 2025 à Lingolsheim (67)

MOTION PORTÉE PAR LA FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS DE FRANCE

## Les centres sociaux : un rempart contre les idées d'extrême droite

*Ce texte est proposé au vote des adhérents via une motion à l'Assemblée générale 2025 de la FCSF.*

*Il est issu des travaux du séminaire interfédéral de Tours en Janvier 2025 et d'un groupe de travail constitué de plusieurs fédérations disponibles pour la poursuite de cet élan collectif.*

*Voter une motion, c'est s'engager en tant que réseau sur un sujet : nous souhaitons que les centres sociaux et fédérations puissent s'emparer de ce texte, s'en servir comme un d'un outil de débat et d'un levier d'action.*

*Nous souhaitons également que cette assemblée générale soit l'occasion de débattre de ce texte et qu'ensemble nous puissions préciser les actions que nous souhaitons mener.*

Pour commencer, précisons pourquoi et d'où l'on parle : nous sommes des structures d'éducation populaire qui ne sont pas et ne peuvent pas rester neutres face aux idées d'extrême droite, véhiculées par des partis, des personnes ou encore des médias.

Nous sommes aujourd'hui les héritiers de Germaine Tillon, résistante, à l'origine de la création des centres sociaux en Algérie en 1955. Nous nous opposons aux idées et au courant d'extrême droite – et c'est de cela dont on parle ici – plus qu'à des partis ou des personnes qui les incarnent, car ce n'est pas notre rôle de défendre ou nous opposer à tel ou tel parti politique.

Par contre, en tant qu'acteurs d'éducation populaire qui défendons un projet de société juste, démocratique, inclusif, en tant qu'acteurs d'éducation populaire qui accompagnons les personnes pour agir sur les problématiques (de la vie quotidienne, du quartier, de la société) qui les concernent c'est notre rôle de nous positionner face aux idées qui vont à l'encontre de ce que nous sommes et ce que nous faisons.

### Des idées d'extrême droite qui étendent leur emprise

Les idées d'extrême droite infusent la société depuis longtemps, ces dernières années leur influence n'a cessé de croître. Les partis qui les portent sont aujourd'hui aux portes du pouvoir.

L'extension de cette emprise se fait d'abord par l'intermédiaire des médias où des journaux et chaînes de télévision, comme CNews, Valeurs Actuelles, Europe 1, le Journal du Dimanche ont une ligne éditoriale acquise à leurs idées.

Des chroniqueurs liés à l'extrême droite occupent également des espaces médiatiques, contribuant à la normalisation de leur discours<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Éric Zemmour a par exemple dit en septembre 2020 sur Cnews à propos des mineurs isolés : « ils n'ont rien à faire ici, ils sont voleurs, ils sont assassins, ils sont violeurs » : il a été condamné à 10 000 euros d'amende. Dans une émission animée par Pascal Praud sur Cnews en septembre 2023, Geoffroy Lejeune, directeur du Journal du Dimanche, a déclaré que « l'immigration arabo-musulmane » était responsable de l'antisémitisme et de la surpopulation carcérale en France. Ces propos ont conduit l'Arcom à infliger une amende de 50 000 euros à CNews.



## MOTION PORTÉE PAR LA FCSF

### Les centres sociaux : un rempart contre les idées d'extrême droite

Outre les médias traditionnels, les réseaux sociaux représentent aujourd'hui une source d'information non négligeable. Or ce ne sont pas des environnements neutres. Les contenus suscitant la réaction et la conflictualité sont plus mis en avant, les biais cognitifs sont exploités, les fake news diffusées à foison et certains hashtags partisans (voire franchement discriminants) mis en avant par les plateformes<sup>2</sup>.

Cette influence est renforcée par la diffusion de thématiques populistes dans le discours politique dominant. Il se traduit concrètement par le vote de lois sur l'immigration, sur la restriction des libertés associatives.

Une stratégie de manipulation des faits, pourtant déjà prouvés, est également à l'œuvre à travers la remise en question des experts, du monde de la recherche, de l'histoire<sup>3</sup> mais aussi la diffusion de chiffres manipulés<sup>4</sup>.

Cette stratégie porte ses fruits, le Rassemblement national a connu une évolution spectaculaire, passant d'un parti marginal à une force politique incontournable en l'espace de deux décennies. Si le vote d'extrême droite progresse dans toutes les classes d'âge, c'est également le cas chez les jeunes. Ainsi 33 % des 18-24 ans<sup>5</sup> ont voté pour des partis d'extrême droite au premier tour. Cette tendance doit nous inquiéter : les jeunes sont les adultes de demain.

## La démocratie menacée par l'extrême droite

La démocratie est un régime politique qui repose sur cinq piliers : le respect des libertés fondamentales, la séparation des pouvoirs, la tenue d'élections libres régulières, la souveraineté du peuple, le pluralisme politique. Elle ne pourra se maintenir que si elle est protégée contre les forces qui remettent en question ces principes. Parmi celles-ci, l'extrême droite, avec ses idées nationalistes, autoritaires et conservatrices, représente un véritable danger. Pourquoi ?

**1. La remise en cause du cadre légal et de l'État de droit :** Les idées d'extrême droite mettent en péril le cadre légal, comme l'illustrent les exemples de pays où ces idéologies ont été mises en œuvre. En Hongrie, la liberté de presse a été limitée<sup>6</sup>, en Pologne les droits des femmes ont été attaqués<sup>7</sup>, en Autriche et Italie des politiques migratoires strictes ont été adoptées<sup>8</sup>. En France, l'extrême droite interfère dans les décisions de justice, comme le montre la remise en question par les partis d'extrême droite de la condamnation de Marine Le Pen. Aux États-Unis, en 2020, Trump a refusé de reconnaître les résultats de l'élection présidentielle parlant de « fraude massive ».

**2. L'attaque contre le principe d'égalité :** Le principe d'égalité, au cœur de notre constitution, est également remis en cause par l'extrême droite. Les députés de ce courant d'idées ont voté contre des mesures favorisant l'égalité des droits et souhaite mettre en œuvre des mesures discriminatoires<sup>9</sup>.

<sup>2</sup> Un des exemples les plus édifiants étant le rachat de Twitter par Elon Musk, qui a rétabli des comptes de personnalités d'extrême droite qui avaient été suspendus, a contribué à la propagande électorale de Donald Trump, a restreint certains contenus en Turquie à la demande du gouvernement, etc.

<sup>3</sup> Le parti pour la liberté, parti néerlandais d'extrême droite, a qualifié le réchauffement climatique de « canular » ; Jordan Bardella en 2023 a déclaré « Les universités sont devenues des foyers de l'idéologie woke, de la repentance et du dénigrement de l'identité française ». Le mouvement Civitas veut abroger la loi Veil (droit à l'avortement) et a parlé de l'égalité hommes-femmes comme d'un « mythe moderne destructeur ». Éric Zemmour a déclaré au Parisien en 2019 que « Le Maréchal Pétain a sauvé les juifs de France ».

<sup>4</sup> On peut citer ici l'expression « submersion migratoire » utilisée par l'extrême droite française pour qualifier l'arrivée de migrants suggérant une menace existentielle alors que les flux migratoires sont stables en France depuis les années 1970.

<sup>5</sup> Enquête Ipsos-Talan

<sup>6</sup> Le gouvernement hongrois a transformé les médias publics en instruments de propagande, en nommant des partisans du Fidesz à leur tête et en orientant leur ligne éditoriale. Dans le même temps des médias privés ont été acquis par des oligarques proches du pouvoir, réduisant ainsi le pluralisme médiatique.

<sup>7</sup> Depuis 2020, la Cour constitutionnelle polonaise a interdit l'avortement en cas de malformation du fœtus, éliminant ainsi l'un des derniers motifs légaux pour interrompre une grossesse. Cette décision a entraîné une interdiction quasi totale de l'avortement dans le pays.

<sup>8</sup> Depuis juillet 2024, le gouvernement autrichien a mis en place des règles obligeant les demandeurs d'asile à effectuer des missions caritatives pour l'État ou les collectivités locales, ou à travailler dans des entreprises sociales. Ceux qui refusent se voient réduire leur allocation quotidienne de 40 à 20 euros. En avril 2023, l'Italie a décrété l'état d'urgence migratoire prévoyant notamment la construction de centres de rétention pour rapatriement.

<sup>9</sup> A l'Assemblée Nationale, les partis d'extrême droite français se sont ainsi opposés au mariage pour tous (2013), à la PMA pour toutes (2020), à la loi sur l'égalité salariale entre les hommes et les femmes (2021), à la loi Asile et immigration (2018) car proposant des mesures favorisant l'accueil et l'intégration des migrants. Ils ont proposé en 2017 une loi sur l'interdiction du port du voile dans l'espace public.



## MOTION PORTÉE PAR LA FCSF

### Les centres sociaux : un rempart contre les idées d'extrême droite

**3. La remise en cause des libertés fondamentales :** L'extrême droite attaque également des libertés essentielles, comme la liberté de manifester<sup>10</sup>, la liberté de débattre<sup>11</sup>, la liberté de circulation (avec la fermeture des frontières), la liberté d'éducation (en tentant de contrôler les programmes scolaires<sup>12</sup>), la liberté à disposer de son corps<sup>13</sup>, la liberté d'association (que nous détaillerons juste après).

## Des conséquences réelles pour les centres sociaux et leurs publics

Si les représentant·es des idées d'extrême droite parviennent au pouvoir, les conséquences pour les centres sociaux et les personnes qui les fréquentent seront réelles. Et elles seraient déléteres.

Pour les habitant·es fréquentant les centres sociaux ces politiques seraient destructrices. L'extrême droite, par ses propositions, aggraverait l'exclusion des plus vulnérables et accroîtrait les inégalités dans des territoires (ruraux, quartiers prioritaires) déjà fragilisés. Son approche sociale vise à briser les systèmes de solidarité et à rompre le principe d'égalité des droits, en excluant davantage celles et ceux déjà discriminé·es en raison de leur origine, de leur religion, de leur genre ou de leur orientation sexuelle<sup>14</sup>. En outre, sa politique économique profiterait avant tout aux plus riches, tandis que sa gestion des questions environnementales exacerberait les effets du dérèglement climatique, dont les plus précaires sont les premières victimes.

Pour les centres sociaux, dont le financement dépend principalement de l'argent public<sup>15</sup>, l'impact serait tout aussi néfaste. Plusieurs exemples, tant en France qu'en Europe, montrent que l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir a souvent conduit à une remise en question du rôle des associations et en particulier des centres sociaux. Outre le dénigrement public de leurs actions et projets, ces structures ont fréquemment fait face à une réduction drastique, voire une suppression totale, de leurs subventions<sup>16</sup>.

Dans un tel contexte, les centres sociaux pourraient se voir contraints de revoir leur fonctionnement pour maintenir leurs financements, voire de se faire instrumentaliser, ce qui les obligerait à supprimer ou modifier certaines de leurs actions (de peur d'être perçus comme un contre-pouvoir, ou pour répondre à des logiques de contrôle de la population...). Ils risqueraient également de ne plus pouvoir offrir un accueil inconditionnel, en raison de la « préférence nationale » imposée par l'extrême droite.

10 Au Brésil, sous le gouvernement de Jair Bolsonaro, l'extrême droite a pris position contre de nombreuses manifestations qui le remettaient en cause.

11 Matteo Salvini en Italie a qualifié de « traître à la nation » les personnalités s'exprimant contre sa politique.

12 En 2017, Marine Le Pen a déclaré qu'elle souhaitait réduire les enseignements liés à l'égalité entre les sexes.

13 En 2022, les député·es d'extrême droite se sont opposé·es à l'inscription du droit à l'avortement dans la constitution française.

14 Le Parlement hongrois a interdit en mars 2025 l'organisation de la marche des fiertés ainsi que de la tenue de tout rassemblement faisant la « promotion » de l'homosexualité aux mineurs, jugé contraire à la législation de 2021 sur la « protection de l'enfance ».

15 Les collectivités locales financent en moyenne les centres sociaux à hauteur de 41%, la part de la Caf (dont le budget est attribué par l'Etat) est elle de 31%

16 En mai 2018, le centre social de la Gabelle, à Fréjus, a organisé des distributions de repas solidaires pendant le Ramadan, ouverts à toutes les personnes dans le besoin. Le maire de Fréjus, David Rachline (Rassemblement National), a suspendu les subventions municipales, dénonçant une « optique communautariste inacceptable » et justifiant sa décision par la présence d'un croissant islamique sur l'affiche de l'événement.

Le centre social PartÂges à Bruay la Buissière a vu ses subventions municipales s'amoinrir avec l'arrivée en 2020 du maire d'extrême droite Ludovic Pajot. En 2023, la mairie stoppe totalement les subventions au centre social le contraignant à être placé en liquidation judiciaire et arrêter son activité.



## MOTION PORTÉE PAR LA FCSF

### Les centres sociaux : un rempart contre les idées d'extrême droite

## Notre projet de société : justice sociale, solidarité, dignité humaine, démocratie

Les centres sociaux, socioculturels et espaces de vie sociale défendent une vision du monde qui est incompatible avec les idées d'extrême droite. D'autres acteurs (d'éducation populaire, féministes, de lutte pour le climat...) sont dans le même mouvement : faisons alliance avec eux pour défendre notre modèle qui repose sur des valeurs de **dignité humaine**, de **solidarité** et de **démocratie** et lutte activement contre l'homophobie, le sexisme, le racisme, l'antisémitisme et toutes formes de discriminations.

- **La dignité humaine** : Nous prôtons une société qui donne une place pleine et entière à chaque individu, sans discrimination. Une société où l'on respecte l'origine, l'âge, le genre, et les croyances de chacun.e. Une société antiraciste et antisexiste, qui puise sa richesse dans la diversité et l'interculturalité.
- **La justice sociale et la solidarité** : Nous défendons une société où aucun groupe social n'est supérieur à un autre. Nous avons une attention particulière pour les plus fragiles, animons des lieux d'accueil et des espaces d'engagement collectif.
- **La démocratie** : Nous favorisons une démocratie réelle, où une pluralité d'opinions peut exister et se confronter. Nous offrons des espaces de débat et nous accompagnons les habitant.es à s'engager pour améliorer leurs conditions de vie.

## Il est urgent d'agir

Face à cette menace, il est indispensable d'engager dès maintenant une stratégie offensive et collective. Cela implique :

**D'affirmer, de faire connaître et reconnaître nos valeurs politiques résolument opposées aux idées d'extrême droite.** Cela peut se faire dans l'espace public, dans les médias, en organisant des projets qui valorisent la diversité, la solidarité, l'égalité et la démocratie.

**D'animer et d'ouvrir des espaces de débat,** les centres sociaux sont des animateurs sur les territoires de rencontres et d'échange. A ce titre, les banquets citoyens qui permettent la convivialité, la rencontre avec autrui et l'expression de chacun et chacune, peuvent être un outil pertinent.

**De consolider les alliances,** parce que la réponse à l'extrême droite doit être collective, il nous faut travailler d'abord avec les habitant.es pour tenter de résoudre les injustices du quotidien mais aussi main dans la main avec les mouvements d'éducation populaire, les syndicats, les associations de défense des droits humains, les collectifs féministes et écologistes.

**De former,** il nous faut outiller, permettre l'échange de pratiques, la montée en compétence et la prise de conscience tant au sein des équipes (salarié.es et bénévoles) du réseau des centres sociaux qu'auprès des habitant.es. Les centres sociaux, en tant qu'espaces de rencontre et de lien social, montrent qu'il est possible de vivre ensemble. En déployant des espaces de débat, ils permettent aux premier.ères concerné.es de se faire entendre et à une démocratie saine d'exister.

Les centres sociaux – en France et au sein de notre réseau international – sont des lieux où peut se construire un avenir désirable, fondé sur l'émancipation, la coopération et la justice sociale : les solidarités et engagements des habitant.es déjà à l'œuvre en sont la preuve concrète. Les centres sociaux permettent de proposer ainsi d'autres récits, d'autres imaginaires que ceux de la peur, du repli sur soi, de l'autorité et de la haine.

Face à l'extrême droite : rassemblons-nous pour créer et soutenir des initiatives collectives qui favorisent des dynamiques d'espoir !

